

## À présidence agressive qui veut tout démanteler...

*Que ce soit en Conseil d'Administration (CA) ou en Comité Technique Paritaire (CTP), la direction de l'UTM entend remettre en cause l'Université Service Public et les acquis sociaux des personnels.*

### **Partenariat Public / Privé**

Pour la 3e tranche de la reconstruction, le président envisage de faire voter au CA du 8 juin un Partenariat Public/Privé. Ce type d'accord signifie que l'université ne sera plus propriétaire de ses locaux et de leur entretien. Ce qui signifie, à terme, **l'externalisation du STI**.

### **Emplois et réorganisation**

Le président annonce vouloir travailler sur l'adéquation fonction/grade, la précarité, la politique de promotions. La CGT est prête à participer aux discussions autour de ce travail. Mais constatant qu'aujourd'hui **le président réorganise, regroupe ou démantèle des services sans concertation** avec les personnels, la CGT craint que les discussions n'interviennent que quand les décisions auront déjà été prises. Comme cela arrive trop souvent.

### **Politique indemnitaire**

Ce président, comme ses prédécesseurs, veut **remettre à plat la politique indemnitaire** sur l'établissement. Pourtant, depuis 2 ans qu'il est président, il refuse de communiquer aux organisations syndicales l'état effectif des indemnités versées fonction par fonction. Comment pourrait-on imaginer que cette remise à plat bénéficiera au plus grand nombre et sera équitable ? Et que sont devenus les 7% supplémentaires que la ministre annonce avoir distribués aux universités ?

### **Paiement des jours de grève**

Sous l'appellation "gestion des conflits et arrêts de travail", le président veut remettre en cause un **acquis trentenaire** sur l'UTM : le non-prélèvement de salaire pour fait de grève. Or, pour les personnels, la grève est un recours pour la défense du Service Public et des garanties sociales. Remettre cet acquis en cause aujourd'hui, c'est appuyer la politique de démantèlement du Service Public mis en place par Sarkozy et son gouvernement.

### **Charte syndicale**

Ce vieux projet est remis au goût du jour. La charte syndicale servirait à museler l'expression syndicale en régulant la quantité de tracts édités, en réorganisant une fois de plus les locaux syndicaux et même **en déclarant vouloir s'ingérer dans les relations intersyndicales !!!** S'orienté-t-on vers un pouvoir à tendance despotique à la tête de notre université ?

### **Horaires et congés**

En n'appliquant pas l'accord RTT en vigueur sur l'établissement aux personnels de l'IUFM, en annonçant l'élargissement des horaires d'ouverture de la BUC, puis des services ouverts au public (sans créations de postes bien sûr !), **le président veut augmenter le temps de travail** des BIATOS. Et pourtant, de 8h30 à 16h30, pendant 40 semaines, les personnels travaillent 1600

heures par an. Un peu plus tard, avec la redéfinition de leurs charges de service, ce sera au tour des enseignants.

### **Politique d'Action Sociale**

Il s'agit de mettre en place une Action Sociale "propre à l'UTM", **sans passer par le SCASC**. Pourquoi ? Les actions décidées par les représentants du personnel au sein de SCASC ne conviennent-elles pas à notre président ? Si la direction a des propositions en matière d'Action Sociale, pourquoi ne les présente-t-elle pas au SCASC pour qu'on en discute ?...

### **Formation des Personnels**

La CGT est prête à travailler sur la formation des personnels à la seule condition que toute formation soit effectuée sur le temps de travail des agents. D'autant plus que la présidence souhaite désormais **faire correspondre la formation des personnels avec les besoins de l'université**.

### **Lundi de Pentecôte**

Cette année, **le président de l'UTM a supprimé d'autorité un jour de congé à tous les BIATOS**. En plus, en 2008, la coïncidence de 2 jours fériés donne droit à compensation avec un jour de congé supplémentaire, ce qui n'est pas appliqué à l'UTM. La pétition que la CGT va porter au président a recueilli plus de 200 signatures.

**... Personnels mobilisés, prêts à riposter !**



**Rassemblement,  
Mardi 8 juillet à 9h30  
devant la Salle du Conseil  
pour exposer nos revendications devant le CA.**

# Vendredi 4 juillet Garden Party du président

où, selon divers témoins, on n'avait jamais vu aussi peu de personnels...

Dans son allocution, le président évoque la LRU et la nouvelle autonomie. Nous avons, selon lui, trois attitudes possibles :

1. La refuser
2. Tenter d'en atténuer les effets
3. S'en emparer

On se souvient que lors du mouvement de lutte contre la LRU et tout au long de ladite commission des statuts il répétait à qui voulait bien l'entendre que cette loi n'était pas celle qu'il aurait votée et que notre université devait mettre en oeuvre des dispositions non opposables à la loi qui permettent de préserver les valeurs défendues par notre université.

Quelques mois et une élection plus tard, tous les nouveaux conseils installés, son objectif est désormais de "s'emparer de cette autonomie".

On comprend mieux ainsi ce que voulait dire "des dispositions non opposables à la loi" : que le pouvoir que lui confère la nouvelle gouvernance qu'il a ardemment défendue ne soit soumis à aucun frein pour qu'il puisse mener tranquillement l'UTM dans le sillon tracé par la politique sarkozienne de sape du service public avec, en point de mire, sa suppression.

Deux grands projets du renouveau de notre université pour le Président :

"La reconstruction : Une chance pour notre université." Surtout pour le partenaire privé du PPP (Partenariat Public Privé) qu'il s'apprête à faire adopter lors du prochain CA du mardi 8 juillet.

"Le PRES : Les structures sont maintenant en place et nous allons enfin en voir les effets sur notre université."

Le projet de fusion au sein d'une Université de Toulouse approche à couvert. Le projet du PRES toulousain retenu pour l'Opération Campus constitue la préfiguration d'une ambition qui se dévoile peu à peu et pour laquelle le président nous exhorte à "dépasser les clivages disciplinaires".

En guise de conclusion, le président évoque le départ à la retraite de 45 enseignants et personnels BIATOS. Il termine en annonçant par anticipation (parce qu'il ne pourra le faire plus tard, dit-il), avec une malice mal dissimulée, le départ à la fin de l'année de Raphaël Réquéna. Rires dans l'assemblée.

Le Président termine par un hommage appuyé pour la secrétaire générale qui va quitter l'université pour la DGES.

Dans son discours, la secrétaire générale exprimera plusieurs regrets parmi lesquels celui de ne pas avoir su empêcher "les dérapages d'un accord sur la RTT". Et d'ajouter : "Plutôt servir l'état que se servir de l'état". On peut s'étonner que ce type de maxime s'applique surtout quand il s'agit des personnels du service public et plus rarement lorsqu'il s'agit de ceux qui gouvernent et des amis qu'ils servent.

La secrétaire générale a rappelé que la logique de la gouvernance actuelle (celle du gouvernement et celle de l'université) n'était plus à la gestion des moyens mais entièrement dirigée par une logique des résultats. Ce qui aurait forcément des conséquences importantes sur la manière de gérer et d'administrer notre université. Dont acte.

Enfin, la secrétaire générale termine par un hommage ému pour ce président dont l'ambition est à la hauteur de ce que mérite cette université.

Pourtant, ce qu'ils nomment autonomie n'est en fait que la sujétion des universités au pouvoir central du gouvernement et aux lois du marché. La fin d'une certaine idée de l'université et de la recherche. La fin du principe d'indépendance.

Le plan de bataille est dressé. Les pions sont en place pour l'assaut décisif. Le navire va tanguer. Les stratégies individuelles ne mettront personne à l'abri. Nous allons devoir faire front, unis et solidaires.

**Nous nous devons de rester éveillés, vigilants et mobilisés pour être en mesure de réagir massivement dès que ce sera nécessaire pour éviter les remises en causes, les abandons et les dérives que l'on voudra nous imposer.**